



N° CPPAP 0507-P-10057
Janvier 2011 N°60
Suppl. au journal "Le Travail"

PS Anglet



Ma e pignada per m'ajda

BULLETIN SOCIALISTE D'INFORMATION

Logement social, l'Etat se désengage !

Le gouvernement prévoit de prélever 340 millions d'euros par an entre 2011 et 2013 sur l'ensemble des organismes HLM, soit une ponction de 2,5% des loyers collectés.

Ce projet est **injuste** car il revient à taxer indirectement les locataires, souvent les plus modestes, tandis que des cadeaux fiscaux sont maintenus et créés en faveur des plus riches.

Il est également **dangereux** car un tel prélèvement mettrait durablement en cause les actions des organismes HLM : l'offre nouvelle de logement, l'entretien et l'amélioration de l'habitat ainsi que les remises aux normes énergétiques seront automatiquement réduites.

Ce projet scandaleux remet en cause les fondements mêmes du logement social et la solidarité nationale : le financement de nouveaux logements sociaux ne sera plus assuré par la solidarité nationale, mais essentiellement par les fonds propres des organismes HLM issus des loyers des locataires du parc social actuel, donc par la frange la plus défavorisée de la population française. Dans le même budget, le gouvernement propose d'octroyer des prêts à taux zéro pour les foyers les plus aisés qui accèdent à la propriété. C'est une redistribution sociale à l'envers !

Lors du dernier conseil municipal, Jean Espilondo, maire d'Anglet, a proposé au vote du conseil un vœu marquant son soutien au mouvement HLM.

Les représentants de l'opposition UMP-Modem ont refusé de prendre part au vote au motif que cette motion était politique et ne concernait pas Anglet ! Le représentant d'Angeluzain s'est abstenu, comme il l'avait fait lors du vote sur la taxation des logements vacants.

Le logement social est-il réellement une priorité pour l'opposition municipale ? On peut en douter vu son refus de dénoncer cette taxe injuste et dangereuse. Mais force est de reconnaître qu'ils sont en cohérence avec leur politique passée et fidèles au gouvernement qu'ils soutiennent...

Editorial Sandrine DERVILLE, Secrétaire, de la Section PS Anglet



Avec Fillon 4, la crise politique s'approfondit ! Le mépris du peuple, le conservatisme et la rigueur vont plomber la France !

La réponse du Président de la République au grave discrédit qu'il rencontre dans l'opinion comme au désaveu du peuple français face à sa

«réforme» des retraites et à sa politique inégalitaire se limite à un replâtrage de façades.

Il faut prendre garde à jouer avec la démocratie en restant sourd aux mécontentements, aux exigences de changement, aux messages des citoyens et à une gestion si visiblement partisane et sectaire des affaires publiques.

Le président et son nouvel ancien premier ministre n'ont aucune stratégie de sortie de crise si ce n'est l'austérité et la purge budgétaire. Un point positif : 9 ministres en moins à payer. Un point négatif : neuf retraites de ministres en plus à assurer...

Les Français voient bien que Nicolas Sarkozy n'a qu'un objectif : la consolidation de l'électorat de droite. Une droite à deux têtes : l'une tournant ses yeux vers l'extrême-droite, l'autre vers le conservatisme libéral !

Il nous reste 18 mois pour convaincre que d'autres chemins sont possibles. Le parti socialiste est un parti de gouvernement qui n'a jamais eu peur de prendre ses responsabilités. Au niveau national comme au niveau local, ses élus montrent qu'ils sont en capacité de gérer, de proposer, d'avancer.

A Anglet, les citoyens en ont jour après jour la preuve. Les choses bougent, tant sur le plan social que culturel ou urbanistique. Les premiers grands projets se concrétisent deux ans seulement après l'élection de la nouvelle équipe municipale. Et malgré les pierres que le conservatisme d'une opposition disloquée sème sur le chemin du changement, nous voyons tous notre ville prendre peu à peu la place que méritent ses 40.000 habitants dans une communauté d'agglomération qui s'agrandit.

C'est à petits pas, en écoutant les citoyens, en partageant des idées et en bâtissant des projets qu'avance et se construit une ville, mais aussi qu'avance et se construit une démocratie. Une leçon à méditer dans les ors de l'Elysée...

A la veille d'échéances électorales la droite se déchaîne; un de ses avatars, Monsieur M, n'hésite pas dans une campagne mensongère à multiplier les affabulations, les contre-vérités et les attaques contre les personnes.

Le Maharin

Un de ses angles d'attaque est le projet d'éco-quartier du Maharin. Son argumentation est nulle et non avenue. Pourquoi?

Ce terrain de 9 hectares, a depuis fort longtemps aiguisé les appétits des promoteurs immobiliers.

Il faut souligner qu'après avoir servi de zone de remblais il a été classé en zone constructible. Lors de la révision du PLU de 2004 l'ancienne municipalité avait la possibilité de changer de stratégie. Elle n'en a rien fait. Mr M veillait au grain.

MM Olive, Veunac et M. M ont donc voté en 2004 un PLU qui permettrait aujourd'hui de construire sur le site de l'écoquartier plus de 40 000 m² de plancher soit 600 logements ! Il y a aujourd'hui indécence à feindre l'indignation et à vouloir classer ce terrain en réserve naturelle comme le demande Mr Olive pour les **besoins de la cause**.

Mr M avait d'ailleurs anticipé et commencé à démembrer l'ensemble en autorisant la construction de la résidence ARGI ZABAL malgré les risques courus d'inondation et l'avis défavorable du sous-préfet. Les riverains ont apprécié comme il se doit; et d'ailleurs ont-ils été seulement consultés?

Ce qui attendait le Maharin est le sort qui a été réservé, entre autres, aux espaces situés derrière Baby-Relax et aux vergers d'El Hogar: à savoir abandon de toute ambition dans la définition d'un aménagement public et massacre écologique ; dépeçage du patrimoine commun au profit des promoteurs, et absence totale d'équipements indispensables à la qualité de vie de ces quartiers.

L'ancienne municipalité avait fait le choix, comme dans bien d'autres cas, de laisser cet espace à l'initiative privée dans le cadre juridique du PLU actuel. Qui s'en est ému? Certainement pas Mr M.

Tout au contraire, soucieuse de l'intérêt général la nouvelle équipe municipale a la volonté d'aménager son territoire de manière harmonieuse et raisonnée, en respectant les équilibres de la Commune, mais aussi de couper court aux manœuvres spéculatives dont pâtissent les anglois.

Des armes détestables

L'attitude de Mr M amène par ailleurs à se poser des questions sur les péripéties récentes de la vie municipale.

Personne n'ignore qu'il a été écarté en 2005 de ses responsabilités d'**adjoint chargé de l'urbanisme** par M. Villenave et ses amis dont MM Olive, Veunac... Pourquoi ce limogeage?

Mr M veut se refaire une virginité politique. La seule issue qui lui reste est de se livrer à la basse calomnie et au dénigrement systématique et violent: les seules armes dont dispose celui qui n'a **ni argument ni avenir**.

Qui peut faire confiance à quelqu'un, réduit à des pratiques qui bafouent les règles les plus élémentaires du débat démocratique.

Alliance ou manœuvre électorale

Mr M va encore plus loin: comble de l'ironie ou du cynisme, il n'hésite à s'arroger les quelques réalisations de la municipalité précédente....

Que pensent MM Olive et Veunac de cette véritable OPA qui les relègue au rang peu reluisant de comparses et de faire-valoir?

Aussi la surprise est-elle grande lorsque l'on a appris que Mr M se targuait d'avoir conclu un pacte électoral avec ceux-là même qui n'hésitaient pas pendant la campagne des municipales à l'accuser publiquement de défection et de trahison.

MM Olive, Veunac et les autres auraient-ils eu tort d'écarter Mr M de ses responsabilités? **A moins que leurs ambitions électorales ne soient plus fortes que les humiliations subies?**

Interview croisée Jean Espilondo / Gérard Cazaux

■ Jean Espilondo, vous avez décidé de quitter votre mandat de conseiller général, que vous occupiez depuis 1998. Pourquoi cette décision ?

Conformément à mes convictions, et comme je l'ai toujours dit, un homme politique ne doit pas s'installer dans la notabilité et l'habitude en reconduisant un mandat, quel qu'il soit, au-delà de deux élections. Voilà pourquoi, après deux mandats de conseiller général, j'ai décidé de ne pas briguer un troisième mandat au Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques.

Cela n'a pas été une décision facile à prendre, et je ne le fais pas sans peine, car c'est un honneur d'être élu au Parlement de Navarre. Ce fut pour moi le premier mandat d'importance que j'ai gagné en 1998, quelques jours à peine avant de devenir député de la République. Je pense que cela m'a permis d'apporter ma contribution au développement et au rayonnement d'Anglet.

Par ailleurs, je ne perds pas de vue ce canton, qui est composé de quartiers très différents mais tous très attachants, et aujourd'hui je me consacre totalement à eux à travers mes fonctions de maire que je mène avec passion et détermination.

Enfin, je pars en sachant que ma succession sera parfaitement assurée par Gérard Cazaux, dont chacun connaît l'attachement à sa ville d'Anglet. Je lui fais entièrement confiance, je crois en ses compétences, en son engagement dont il a su faire preuve au travers des mandats qu'il a assumés dans les Landes et qu'il assume à mes côtés depuis deux ans et demi. Il saura défendre efficacement ses convictions et ses idéaux, dans l'intérêt de ses concitoyens.

■ Gérard Cazaux, vous êtes aujourd'hui adjoint au maire d'Anglet, en charge des sports, du tourisme et des événements. Pourquoi cette candidature aux élections cantonales ?

Le mandat de Conseiller Général m'a toujours attiré, car mes convictions et mes valeurs correspondent parfaitement aux champs de compétences du Conseil Général, en particulier en ce qui concerne l'éducation, l'action sociale, l'insertion ou la culture. Toutefois, je n'ai jamais pu me présenter aux élections cantonales durant ma vie professionnelle, car étant principal de collège, je

n'aurais pu exercer mon mandat et mon activité professionnelle dans le même département.

Retraité depuis la rentrée de Septembre 2010, je suis aujourd'hui plus disponible. Quand Jean Espilondo nous a annoncé sa décision de ne pas briguer de troisième mandat de conseiller général, j'ai donc proposé ma candidature aux militants de la section d'Anglet, qui l'ont acceptée et validée unanimement.

Je tiens à rendre hommage à Jean Espilondo, qui a pendant 12 ans défendu avec passion ses convictions et ses idéaux au Parlement de Navarre, et continue à les défendre aujourd'hui en tant que maire d'Anglet. Je sais que sa décision représente une prise de risque, car le candidat sortant a toujours un avantage conséquent, mais je l'accepte et je la respecte, car elle correspond tout à fait à la conception que je me fais d'un élu qui se veut au service des autres. Je suis aujourd'hui prêt à relever ce défi que la section d'Anglet m'a confié et conserver ce canton. Je les remercie de la confiance qu'ils m'ont témoignée, et je ferai tout pour être à la hauteur de la tâche et « Servir Anglet », au travers de mon mandat d'adjoint au maire et de mon mandat de conseiller général.

Enfin, je suis très attaché au canton d'Anglet Nord, car c'est le canton dans lequel je suis né, où j'ai grandi (à côté de l'Auberge de Jeunesse), où je me suis marié, où j'ai construit ma vie et élevé mes enfants.

■ Qu'est ce qui vous attire plus particulièrement au Conseil Général ? Quelles sont les compétences que vous souhaitez mettre au service du département ?

Tout d'abord je veux parler bien sûr, de l'éducation et des collèges, qui représente pour moi, un engagement de tous les instants. J'ai eu la chance, durant ma vie professionnelle, d'être principal de collège dans trois départements différents (Charente, Landes et Pyrénées-Atlantiques – à deux reprises, en début puis en fin de carrière), depuis la décentralisation. Cela m'a permis de voir l'évolution de la gestion dans les Pyrénées-Atlantiques, et les différences de traitement de cette question de l'éducation selon des départements.

suite page 4

Gérard Cazaux



A 60 ans, ce père de deux enfants vient de prendre sa retraite de l'Education Nationale. Après des débuts en tant qu'instituteur, puis professeur de Mathématiques, il a ensuite exercé la fonction de principal de collège dans les Pyrénées-Atlantiques, la Charente, les Landes puis a terminé sa carrière dans les Pyrénées-Atlantiques.

Passionné de sport, ancien joueur et président de l'Anglet Olympique Rugby, cet homme de gauche a rejoint le Parti Socialiste au début des années 1990. Après deux mandats de conseiller municipal à Saint Paul Les Dax (ville où il exerçait alors son activité professionnelle) – dont un en tant qu'adjoint à la culture – il s'est engagé aux côtés de Jean Espilondo lors de la campagne municipale de 2008. Il est aujourd'hui adjoint au maire, en charge des sports, du tourisme et des événements.

Lorsque j'exerçais dans les Landes, j'ai eu la chance d'être le principal d'un des trois collèges choisis pour expérimenter la mise en place par Henri Emmanuelli de l'opération « un collégien, un ordinateur portable », aujourd'hui généralisée à tous les collèges dans les Landes.

Au niveau syndical, j'ai été coordonnateur académique des commissaires paritaires du SNPDEN (Syndicat National des Personnels de Direction de l'Éducation Nationale), et j'ai pu, à ce titre, partager les expériences multiples, de collègues venus de tous horizons.

Je suis également bien sur passionné de sport. Je suis entré à l'âge de 14 ans à l'Anglet Olympique Rugby en tant que joueur, puis j'y ai exercé les fonctions d'éducateur, d'arbitre, et enfin de président.

Enfin, je suis très intéressé par le domaine culturel, et j'ai été adjoint à la culture à Saint Paul Les Dax, de 2001 à 2008.

■ **Pour conclure, quelles sont vos principales motivations pour cette élection cantonale ?**

Tout d'abord, je veux conserver ce mandat remporté par Jean Espilondo en 1998 au sein de notre majorité municipale de gauche. N'oublions pas que Guy Mondorge, 1er adjoint au maire, a également remporté le canton d'Anglet Sud en 2008 !

Mais il est aussi essentiel que le département bascule à gauche, afin de proposer une politique sociale et éducative plus proche des besoins de la population de ce département.

J'ai à mes cotés une équipe soudée, dynamique et compétente, pour porter nos valeurs et nos convictions jusqu'au Parlement de Navarre, et servir Anglet et le département !

En matière de retraite, pas plus qu'ailleurs, il n'y a de fatalité. Une vraie réforme des retraites est possible et finançable. Elle est même souhaitable, dès lors qu'elle s'inscrit dans une approche globale de notre économie et de notre société.



LES PRIORITÉS DU PS :

- le maintien de l'**ouverture des droits à la retraite à 60 ans** à taux plein pour ceux qui ont le nombre de trimestres cotisés nécessaire
- le maintien de l'**âge de départ maximal à la retraite sans décote à 65 ans**
- l'ouverture de la possibilité d'un **choix individuel dans le cadre de garanties collectives** grâce à la mise en place d'un « compte temps ».

Alors que dans la réforme du gouvernement, 90% des ressources sont supportées par les seuls salariés, nous demandons des efforts partagés, et notamment :

- la mise à contribution des revenus du capital (augmentation des prélèvements sociaux sur les bonus et les stock-options, conformément aux propositions de la Cour des comptes) ;
- l'application de la CSG sur les revenus du capital actuellement exonérés ;
- un plan favorisant l'emploi des jeunes et des seniors.

L équipe du
PS Anglet
vous présente ses vœux
les plus sincères
pour
Deux mille 11

Pour nous contacter

✉ Courriel : secretariat@ps-anglet.fr

ADHESION AU PARTI

SOCIALISTE

J'adhère au parti socialiste et souhaite rejoindre la section d'Anglet :

NOM :

Prénom :

Adresse

.....

.....

n° tél.

E-mail :

A adresser à
Claude Geneste
Les Demeures de Bagatelle
9 bis Allée Marquis Casa de Argudin
64600 ANGLET